



CENTRE COMMUNAL
D'ACTION SOCIALE

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-267600450-20240425-2504202432-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 29/04/2024

Publication : 30/04/2024

Pour l'autorité compétente par délégation

DÉLIBÉRATIONS



Le 25 avril 2024 à 13h37 les membres du Conseil d'Administration du CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE ROUEN, se sont réunis au CCAS, 2, Rue de Germont - sous la présidence de Monsieur Nicolas MAYER-ROSSIGNOL

Étaient présents :

Madame Élisabeth ALAZARD, Madame Zohra AMIMI, Monsieur Jean DE BEIR, Madame Caroline DUTARTE, Madame Hortense HECTOR, Madame Martine LELAIT, Madame Marie-Françoise MARCASSIN, Monsieur Nicolas MAYER-ROSSIGNOL, Monsieur Jean-Pierre TRÉDET,

Était représentée :

Madame Katherine COEUFF ayant donné pouvoir à Madame Hortense HECTOR,
Madame Marie DESBORDES ayant donné pouvoir à Madame Caroline DUTARTE,
Madame Geneviève LARMARAUD ayant donné pouvoir à Madame Marie-Françoise MARCASSIN,

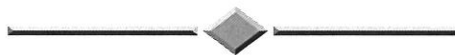
Étaient excusées :

Madame Béatrice BOCHET, Madame Annick LAMBARD, Madame Amèle MANSOURI, Madame Félicie RENON, Madame Mireille VACHE-PICAT,

Secrétaire de séance :

Madame Vanessa RAPITEAU, Directrice du C.C.A.S. de Rouen

Date de convocation : 19 avril 2024



4 DÉLÉGATIONS DE POUVOIR CONSENTIES PAR LE CONSEIL

MESDAMES, MESSIEURS,

Suite à, la démission de Monsieur Stéphane MARTOT de son poste d'Administrateur du C.C.A.S. de Rouen, au renouvellement de la moitié des membres du Conseil d'Administration et à l'élection de la Vice-Présidence, les délégations prises antérieurement sont caduques, conformément à l'Article R.123-9, il convient donc de renouveler les délégations citées après :

- attribution des prestations dans des conditions définies par le Conseil d'Administration ;
- conclusion et révision des contrats de louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- préparation, passation, exécution et règlement des marchés de travaux, fournitures et services qui peuvent être réglementairement passés selon la procédure adaptée en raison de leur montant ;

DÉLIBÉRATIONS

- conclusion des contrats d'assurance ;
- création des régies comptables nécessaires au fonctionnement du centre d'action sociale et des services qu'il gère ;
- fixation des rémunérations et règlement des frais et honoraires des avocats, notaires, avoués, huissiers de justice et experts ;
- exercice au nom du centre d'action sociale des actions en justice ou défense du centre dans les actions intentées contre lui dans :
 - Les affaires pénales concernant les services du C.C.A.S., son personnel ou ses équipements (agressions, effractions, vols, voies de fait, etc.) ;
 - Les affaires relevant du Tribunal Administratif en matière de personnel
 - Les affaires relevant du Tribunal des Prud'hommes
- délivrance, refus de délivrance et résiliation des élections de domicile mentionnées à l'art. L. 264-2 du Code de l'Action Sociale et des Familles ;

Il est donc proposé au Conseil d'administration :

- d'abroger la délibération du Conseil d'Administration du 24 novembre 2023 relative aux délégations de pouvoir consenties par le Conseil,
- de déléguer au Président les matières suivantes :
 - Préparation, passation, exécution et règlement des marchés de travaux, fournitures et services qui peuvent être règlementairement passés selon la procédure adaptée en raison de leur montant,
 - Fixation des rémunérations et règlement des frais et honoraires des avocats, notaires, avoués, huissiers de justice et experts,
 - Exercice au nom du centre d'action sociale des actions en justice ou défense du centre dans les actions intentées contre lui dans :
 - Les affaires pénales concernant les services du C.C.A.S., son personnel ou ses équipements (agressions, effractions, vols, voies de fait, etc)
 - Les affaires relevant du Tribunal Administratif en matière de personnel
 - Les affaires relevant du Tribunal des Prud'hommes
- de déléguer au·à la Vice-Président·e du C.C.A.S. dans les matières suivantes :
 - Attribution des prestations dans des conditions définies par le Conseil d'Administration ; à savoir :
 - Les décisions relatives aux Allocations Communales de Solidarité dans les limites fixées par le règlement d'attribution ;
 - Les demandes d'admission en résidence autonomie et les documents y afférents,
 - Les demandes d'admission au SSIAD et les documents y afférents,
 - Les demandes d'admission à l'ESA et les documents y afférents,
 - Les demandes d'aide-ménagère assurée par le service prestataire et les documents y afférents,
 - Conclusion et révision des contrats de louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans,
 - Conclusion des contrats d'assurance,

DÉLIBÉRATIONS

- Création des régies comptables nécessaires au fonctionnement du centre d'action sociale et des services qu'il gère,
- Délivrance, refus de délivrance et résiliation des élections de domicile mentionnées à l'art. L. 264-2 du Code de l'Action Sociale et des Familles

Le Conseil d'Administration peut mettre fin à la délégation.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

VU l'Article R. 123-21 du Code de l'Action Sociale et des Familles autorisant le Conseil d'Administration à donner délégation de pouvoirs à son Président, à son Vice-Président ou à son vice-président délégué,

VU l'Article R. 123-22 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen du 2 septembre 2020 procédant à l'installation du Conseil d'Administration,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen 25 avril 2024 procédant au renouvellement de l'intégralité des Administrateurs Élus du Conseil d'Administration du C.C.A.S.,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen du 25 avril 2024 procédant à l'élection de la Vice-Présidence du C.C.A.S. et à son Vice-Président délégué,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES, décide :

- **Article 1 :** Abrogation de la Délibération du Conseil d'Administration du 24 novembre 2023 relative aux délégations de pouvoir consenties par le Conseil d'Administration,
- **Article 2 :** Pour faciliter le fonctionnement quotidien et la gestion du C.C.A.S., délégation de pouvoir est donnée à Monsieur le Président dans les matières suivantes :
 - Préparation, passation, exécution et règlement des marchés de travaux, fournitures et services qui peuvent être règlementairement passés selon la procédure adaptée en raison de leur montant,
 - Fixation des rémunérations et règlement des frais et honoraires des avocats, notaires, avoués, huissiers de justice et experts,
 - Exercice au nom du centre d'action sociale des actions en justice ou défense du centre dans les actions intentées contre lui dans :
 - Les affaires pénales concernant les services du C.C.A.S., son personnel ou ses équipements (agressions, effractions, vols, voies de fait, etc)
 - Les affaires relevant du Tribunal Administratif en matière de personnel
 - Les affaires relevant du Tribunal des Prud'hommes
- **Article 3 :** Pour faciliter le fonctionnement quotidien et la gestion du C.C.A.S., délégation de pouvoir est donnée à Madame la Vice-Présidente du C.C.A.S. dans les matières suivantes :

DÉLIBÉRATIONS

- Attribution des prestations dans des conditions définies par le Conseil d'Administration ; à savoir :
 - o Les décisions relatives aux Allocations Communales de Solidarité dans les limites fixées par le règlement d'attribution ;
 - o Les demandes d'admission en résidence autonomie et les documents y afférents,
 - o Les demandes d'admission au SSIAD et les documents y afférents,
 - o Les demandes d'admission à l'ESA et les documents y afférents,
 - o Les demandes d'aide-ménagère assurée par le service prestataire et les documents y afférents,
 - Conclusion et révision des contrats de louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans,
 - Conclusion des contrats d'assurance,
 - Création des régies comptables nécessaires au fonctionnement du centre d'action sociale et des services qu'il gère,
 - Délivrance, refus de délivrance et résiliation des élections de domicile mentionnées à l'art. L. 264-2 du Code de l'Action Sociale et des Famille
- **Article 4 :** En cas d'absence ou d'empêchement de Madame la Vice-Présidente, délégation est donnée à Monsieur le Président dans les matières qui lui sont déléguées. En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur le Président, délégation est donnée à Madame la Vice-Présidente dans les matières qui lui sont déléguées.
 - **Article 5 :** En cas d'absence ou d'empêchement de la Vice-Présidente et du Président du C.C.A.S., délégation est donnée à Madame la Vice-Présidente déléguée, dans les mêmes matières.
 - **Article 6 :** Conformément aux prescriptions de l'article R. 123-22 du Code de l'Action Sociale et des Familles, les décisions dans les matières déléguées seront signées personnellement par le Président, la Vice-Présidente ou la Vice-Présidente déléguée. En outre, le Président, la Vice-Présidente et la Vice-Présidente déléguée devront, à chaque séance du conseil, rendre compte des décisions prises sur le fondement de la présente délégation.
 - **Article 7 :** La Directrice du C.C.A.S. de Rouen et le Trésorier Municipal de Rouen Métropole seront chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à Rouen, les jours, mois et an susdits.


 POUR EXTRAIT CONFORME,
 Nicolas MAYER-ROSSIGNOL
 Président du C.C.A.S. de Rouen

Monsieur le Président du C.C.A.S. de Rouen certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte, et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Rouen (53, avenue Gustave Flaubert, 76000 Rouen) dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission aux services de l'Etat. De même, en cas de recours ne nécessitant pas la présence d'un avocat, vous pourrez saisir le tribunal susmentionné par le site « Télérecours Citoyens » à l'adresse suivante : www.telerecours.fr, et ce en application de l'article R421-1 du Code de la Justice Administrative.